Les Burundais sommés de financer les prochaines élections de 2020

Deutsche Welle, 15.01.2018 36 syndicats ont adressé une correspondance au gouvernement pour s'insurger contre tout prélèvement sur les salaires des fonctionnaires pour financer les élections de 2020. Le ministre de la Santé a envoyé une note verbale aux fonctionnaires du secteur pour les informer du prélèvement de leur contribution aux élections prévues en 2020. Les agents de la santé craignent cependant de devoir verser deux fois le montant prévu pour le financement des élections de 2020.

Selon Marie Bukuru, la présidente du Syndicat national des Travailleurs de la Santé, cela menace d'empirer une situation déjà précaire. "Notre inquiétude vient du fait que nous sommes sous le poids des conséquences du gel des annales dictées unilatéralement par le gouvernement sans concertation sociale élargie avec les travailleurs réunis dans les syndicats enregistrés au Burundi. Que ça soit suspendu car c'est pour égarer les travailleurs", a confié à DW Marie Bukuru. La main dans la poche des fonctionnaires Le ministre de l'Intérieur a fixé en décembre les montants des contributions. Ils oscillent entre 500 et 5.000F burundais par mois pour les employés dont le salaire varie entre 50.000 et 500.000F. Les fonctionnaires qui touchent entre 500.000 et un million devront pour leur part s'acquitter d'une contribution de 30.000 francs chaque année. Au-delà, le contributeur devra verser tous les ans l'équivalent d'un salaire mensuel. Manque de dialogue social Les fonctionnaires sont prêts à participer au financement des élections de 2020. Mais ils critiquent l'absence de concertations préalables sur le montant des contributions, tel que le prévoit le code burundais du travail. "Dans l'ordonnance conjointe des ministres, il est stipulé à l'article 5 qu'un dialogue social sera organisé. Nous avons écrit à ces deux ministres pour qu'il y ait ce dialogue et qu'en attendant les conclusions, ils puissent surseoir à toute retenue sur salaire relative à ces contributions parce que c'est un acte volontaire, nous allons le faire, mais il faudrait qu'il y ait une entente entre ces autorités et les représentants des travailleurs" a déclaré Tharcisse Gahungu, le président de la Confédération des Syndicats du Burundi, la plus représentative dans le pays. Le ministre de l'Intérieur a réagi à la correspondance des syndicalistes en leur promettant le dialogue social pour discuter de la question.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});